

DECLARATION AU CCFP du 31 mars 2014

Monsieur le Président,

Fidèle à sa tradition d'indépendance, Force Ouvrière n'a pas donné de consigne de vote pour les récentes élections.

Force est de constater que les résultats traduisent un fort mécontentement de la politique d'austérité menée par le gouvernement.

S'agissant de la Fonction Publique et de ses agents, nous considérons qu'il y a dans ces résultats un rejet de la politique de blocage salariale et des réformes destructrices du service public.

Pour FORCE OUVRIERE, croire à l'action publique et à la fonction publique, c'est assurer d'une part les conditions d'accès, d'égalité et de neutralité du service public et d'autre part cesser la rivalité privé/public ainsi que la désinformation permanente du fonctionnaire privilégié.

C'est pourquoi votre gouvernement doit avoir :

- soit le courage politique d'annoncer et d'assumer que la rémunération des fonctionnaires baisse (IB TGI (indice brut - traitement grille indiciaire) – 0,34 % en net), que les conditions de travail se dégradent par les suppressions de postes et redéploiement, que le chantier parcours professionnels, carrières et rémunérations n'est qu'une réforme RH sans ambition,
- soit avoir le courage de changer de politique, d'arrêter l'austérité et de renoncer au pacte de responsabilité.

Quand tous les indicateurs démontrent que le cap choisi n'est pas le bon, il faut savoir changer.

Même l'ancien ministre Anicet Le Pors, dans une récente interview, reconnaissait que le projet de loi déontologie était une absurdité. Les fonctionnaires ne portent-ils pas déjà des valeurs d'égalité de neutralité et de laïcité ?

La réponse est évidemment et heureusement oui.

Enfin concernant ce CCFP, le projet de circulaire concernant le contrôle des arrêts maladie est du même ordre que le projet de loi déontologie.

Il sous-entend que les fonctionnaires prendraient des arrêts maladie sans contrôle de la hiérarchie, sans vérification lors d'arrêts répétés. Une fois de plus, pour satisfaire les critiques sur la suppression du jour de carence, on stigmatise les fonctionnaires avec ce décret.

Comme nous l'avons dit le 18 mars dernier avec la CGT, la FSU et Solidaires, la politique d'austérité doit cesser.

FO revendique :

- l'augmentation immédiate de 8 % de la valeur du point d'indice,
- l'attribution de 50 points d'indice pour tous,
- l'arrêt immédiat des destructions d'emplois,
- une réforme ambitieuse de la grille indiciaire,
- l'arrêt immédiat de la MAP.

Vous avez le choix d'entendre et de répondre aux attentes des fonctionnaires et agents publics.

Ainsi, au-delà de prôner simplement le dialogue social, vous auriez enfin la possibilité de le traduire dans les faits.

La paix sociale est à ce prix.

Fait à PARIS, le 31 mars 2014

